

Une conversation avec l'honorable Harjit Sajjan, ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique du Canada (3rd février 2022)

Réflexions de Coopération Canada

Coopération Canada a collaboré avec des coalitions sœurs, dont l'Association canadienne des professionnels du développement international (ACPDI), le Réseau action climat (CAN-Rac), le Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (CanSFE), le Réseau de coordination des conseils (RCC) et le Réseau Dignité Canada, pour planifier et organiser une conversation avec le nouveau ministre du Développement international du Canada, l'honorable Harjit Sajjan, aussi ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique du Canada. En amont de l'événement, les coalitions ont consulté leurs membres sur les principales priorités et préoccupations en matière de coopération internationale du Canada. Cette synthèse présente un résumé des questions principales qui ont émergé lors de la conversation avec le ministre, ponctué de réflexions sur les attentes du secteur et les préoccupations soulevées lors de la conversation, ainsi que les implications pour les membres de Coopération Canada et les autres acteurs du secteur.

Le 3 février 2022, le ministre Sajjan a partagé sa vision de la coopération internationale du Canada avec un auditoire de plus de 470 représentant-e-s du gouvernement, de la société civile, du milieu universitaire et du secteur privé. Cette conversation a donné un coup d'envoi opportun aux activités de la [Semaine du développement international](#) qui s'est tenue du 7 au 11 février 2022.

Le ministre a souligné les priorités de son mandat qui consistent à fournir une réponse plus robuste à la pandémie mondiale et à l'équité en matière de vaccins, à progresser davantage en matière d'éducation et de santé, à s'attaquer à l'urgence climatique et à promouvoir les droits des femmes et des filles ainsi que des communautés LGBTQI+ à l'étranger. Parlant plus particulièrement des droits de la personne, il a déclaré que le Canada « ne peut pas se retirer lorsqu'il s'agit de ces droits. » Le ministre estime que le Canada a l'opportunité de défendre les besoins et les priorités des partenaires du développement, en notant: « Nous voulons être la voix des pays à faible revenu. Nous avons besoin de les écouter, pour en savoir plus de leurs nécessités. » Vers la fin de son intervention, le ministre Sajjan a soutenu que « Ayant été élevés au Canada et venant de partout dans le monde, nous avons le sentiment de vouloir donner en retour [...] C'est ce qu'est le Canada : comment améliorer la vie des gens partout à travers le monde. » Enfin, le ministre Sajjan a clairement indiqué qu'il souhaitait poursuivre la conversation et rencontrer les représentant-e-s des OSC canadiennes en personne lorsque les restrictions s'assoupliront.

Après l'échange initial avec le ministre, les coalitions ont accueilli la secrétaire parlementaire du ministre du Développement international, Anita Vandenbeld, et le sous-ministre du Développement international et sherpa du Premier ministre pour le G20, Christopher MacLennan, qui ont activement discuté avec l'auditoire de certaines des priorités du mandat, notamment l'équité en matière de vaccins, les changements climatiques, la localisation, la collaboration et les droits de la personne.

COVID-19 et l'équité en matière de vaccins

La réponse du Canada à la pandémie de COVID-19 et les efforts pour assurer l'équité en matière de vaccins sont une priorité élevée pour le secteur de la coopération internationale du Canada. Comme l'a fait remarquer un participant, « les efforts [du Canada] en matière d'équité vaccinale doivent aller au-delà de la distribution de doses sur le terrain, veiller à ce que les systèmes de santé nationaux bénéficient d'un soutien pour distribuer les vaccins et les mettre dans les bras, et assurer que les communautés disposent des informations exactes dont elles ont besoin pour accéder aux vaccins. » Pour sa part, le ministre Sajjan a souligné que l'équité vaccinale passe par le renforcement des systèmes de santé sur le terrain à l'étranger. Il considère que la responsabilité du Canada consiste non seulement à acheminer des vaccins aux pays qui en ont besoin, mais aussi pour assurer que les vaccins sont distribués de la manière la plus efficace possible.

Une conversation avec l'honorable Harjit Sajjan, ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique du Canada (3rd février 2022)

L'urgence climatique

L'urgence climatique est une priorité claire du mandat du ministre relayée par la secrétaire parlementaire Anita Vandenbeld qui a déclaré que « les changements climatiques et la perte de biodiversité constituent une menace mondiale fondamentale qui affecte de manière disproportionnée les populations marginalisées dans le monde entier ». La secrétaire Vandenbeld a ensuite ajouté que le gouvernement du Canada a déjà alloué environ 5,3 milliards de dollars canadiens pour trouver des solutions à ce problème à l'échelle mondiale, avec « un minimum de 20 % du financement [accordé] aux solutions fondées sur la nature pour faire face à l'urgence climatique » dans d'autres pays. Le sous-ministre Christopher MacLennan a souligné que « les pays nantis comme le Canada doivent travailler avec les pays qui ne sont pas à l'origine du problème pour atténuer ces défis. »

La lutte contre les changements climatiques est également un domaine d'action clé pour le secteur, en particulier parce qu'elle est liée à la capacité de soutenir les systèmes alimentaires. Les acteurs du secteur ont souligné que l'agriculture et la sécurité alimentaire sont des préoccupations quotidiennes pour de nombreuses femmes du Sud et se demandent comment ces préoccupations, qui ne sont pas explicitement mentionnées dans la lettre de mandat du ministre, seront intégrées dans les efforts à venir. Soulignant que de nombreuses leçons peuvent être tirées de la mise en œuvre du domaine d'action 4 (Environnement et action climatique) de la Politique féministe d'aide internationale (PFAI), des questions ont été posées concernant les plans ministériels dans ce domaine et les possibilités de collaboration avec d'autres ministères fédéraux, afin de promouvoir davantage les efforts du Canada en matière d'environnement et de changements climatiques.

Reconnaissant que le Canada devrait augmenter son financement pour l'adaptation au climat, le secteur canadien de la coopération internationale est prêt à soutenir le gouvernement du Canada. Comme l'a souligné Eddy Perez, représentant de CAN-Rac, la société civile est prête à soutenir les efforts visant à atténuer l'effet disproportionné et intersectionnel des changements climatiques sur les femmes et les filles, en particulier celles des communautés marginalisées et sous-représentées, et à renforcer leur participation significative et leur leadership dans l'action climatique. L'annonce récente du 17 février sur l'initiative « [Partenariat pour le climat](#) », est un pas en avant en faveur de tels efforts dans la lutte contre les changements climatiques.

Le secteur a constamment souligné les impacts de la pandémie et des changements climatiques qui continuent d'exacerber les inégalités économiques et de genre, ainsi que les inégalités d'accès aux services de base tels que la santé, les aliments nutritifs, l'eau, les toilettes et les installations pour se laver les mains. Les acteurs du secteur continuent à être enthousiaste d'approfondir les plans du Canada pour faire progresser la fourniture de ces services essentiels à la survie, en particulier pour les femmes et les filles, conformément à son approche fondée sur les droits de la personne.

Localisation

La conversation avec le ministre a porté sur la localisation, un sujet que les membres de Coopération Canada et de nombreux acteurs du secteur considèrent comme une priorité absolue. La ministre a indiqué qu'il était de la plus haute importance d'écouter les pays auxquels le Canada fournit de l'aide, et de travailler à l'élaboration de solutions ensemble : « Nous devons commencer à envisager le renforcement des capacités dans d'autres pays. »

La secrétaire parlementaire Vandenbeld a exprimé son désir de s'assurer que les communautés locales soient impliquées dans la création de leurs propres solutions, avec l'aide du Canada lorsqu'elles en ont besoin. Dans ce contexte, elle a fait remarquer que le PFAI est le cadre principal pour accomplir cette tâche. L'accent mis sur le PFAI s'aligne bien sur l'intérêt du secteur pour l'amélioration des plans et des politiques du gouvernement afin de développer des modèles de partenariat féministes et équitables qui sont plus justes et respectueux envers les organisations du Sud, de s'attaquer au racisme structurel dans le système de développement international et de transférer le pouvoir et les ressources aux acteurs locaux. Ce genre de

Une conversation avec l'honorable Harjit Sajjan, ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique du Canada (3rd février 2022)

transformation profonde du secteur et d'efforts pour décoloniser les efforts de coopération internationale du Canada a été réclamé par de nombreux membres de Coopération Canada et par les membres d'autres coalitions.

Droits de la personne

Le ministre Sajjan a reconnu la nature fondée sur les droits de la personne de l'aide internationale du Canada et a souligné l'importance de la gouvernance, de la paix et de la prévention des conflits dans son discours d'ouverture. Le secteur de la coopération internationale du Canada a également soulevé des préoccupations concernant les droits de la personne, les conditions de vie décentes et équitables, l'équité et la diversité. Les intervenant-e-s de la société civile ont affirmé la volonté du secteur de s'engager dans un travail de collaboration pour surmonter les obstacles aux droits de la personne et faire progresser le PFAI. Le secteur souhaite que le Canada demeure un acteur actif et responsable sur la scène internationale, en renforçant son leadership mondial en tant que champion féministe des droits de la personne. Plusieurs participant-e-s ont attiré l'attention sur les conséquences secondaires de la pandémie sur les droits de la personne, en particulier ceux des femmes et des communautés LGBTQI+, dans de nombreux pays.

Augmenter l'APD

Le secrétaire parlementaire Vandenberg a assuré aux participant-e-s que le gouvernement canadien s'efforce d'augmenter chaque année l'aide publique au développement (APD), conformément à l'Agenda 2030 et à la lettre de mandat du ministre. L'augmentation de l'APD est une demande récurrente du secteur. Les acteurs ont fait savoir à plusieurs reprises que l'augmentation de l'investissement du Canada dans l'aide internationale permettra de faire correspondre les aspirations féministes du Canada avec les ressources nécessaires à la réussite et de soutenir les efforts du Canada pour contribuer au redressement après des chocs tels que la pandémie de COVID-19 et les effets des changements climatiques. Bien que la référence du secrétaire parlementaire à l'augmentation de l'APD soit bienvenue, Coopération Canada note qu'il demeure nécessaire d'établir un calendrier prévisible et transparent en ce qui concerne l'augmentation de l'APD.

Collaboration et efficacité avec les partenaires

Coopération Canada se réjouit de la forte reconnaissance par le ministre du rôle de la société civile et du fait que « les organisations de la société civile sont une force motrice en termes de ce qui peut être accompli dans le monde et de l'amélioration de la vie, et plus important encore, de prévenir les conflits. » Le ministre, le sous-ministre et le secrétaire parlementaire ont abordé d'autres sujets transversaux, notamment des budgets plus importants et plus rationalisés pour les OSC canadiennes, reconnaissant la nécessité de rationaliser également les processus de demande. Ils ont également noté l'importance d'élargir les possibilités de collaboration avec les OSC canadiennes sur le PFAI.

.....

Dans l'ensemble, le ministre a rassuré le secteur, en faisant remarquer que le Canada s'efforcera de faire en sorte que les objectifs qui ont été atteints à l'étranger, et qui le seront, ne puissent pas être « défaits ». Il n'y a aucun doute qu'il reste beaucoup à faire pour tous les acteurs de la coopération internationale. Les coalitions ont hâte de travailler avec le ministre et son ministère pour promouvoir une solidarité internationale féministe et fondée sur les droits de la personne, y compris la localisation, pour accroître la prévisibilité et la transparence de l'APD et pour éliminer les obstacles à l'amélioration de l'efficacité de la coopération internationale.